

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

3<sup>e</sup> ANNÉE | N° 57

16 SEPTEMBRE 1926

## NOUVELLES DE LA QUINZAINE

**L'AFFAIRE DE GARRAF.** — La revision de l'affaire de Garraf par le Tribunal suprême de la Guerre et de la Marine n'a pas modifié la sentence du Conseil de guerre de Barcelone. Le 3 septembre a été rendu public l'arrêt du Tribunal suprême ; il confirme la sentence du Conseil de guerre et par conséquent les inculpés Compe, Perelló, Julià et Garriga sont condamnés au bague pour toute la vie ; Ferrer, Civit et Badia sont condamnés à douze ans de prison. Les efforts des défenseurs ont été inutiles. Les avocats MM. Roig et Balbotin, qui ont fait devant le Tribunal suprême de magnifiques plaidoyers, sont privés de l'exercice de leur profession pour une durée de six mois.

**CONTRE LA PRESSE.** — Le gouverneur de Tarragone a puni d'amende les journaux Tarragone et Reus pour avoir publié des articles mutilés par la censure, en laissant en blanc l'espace des paragraphes censurés. Celui de Gérone a également puni d'amende le journal Autonomista, défenseur des idéaux catalans.

Le quotidien Reus a été, en plus, suspendu pour un temps indéfini. La même sanction a été portée contre la Revista d'Olot. Les rédacteurs de La Veü de Sabadell et de Mediterraena, de Mataro, ont été poursuivis. Dans le pays basco-navarrais, deux importants journaux ont souffert les rigueurs du Directoire : El Pensamiento navarro a été suspendu et puni d'amende ; El Pueblo vasco a été également puni d'amende et son directeur, M. Felipe Ureola, a été emprisonné.

**CRISES MUNICIPALES.** — Les dissidences au sein des municipalités catalanes sont constamment à l'ordre du jour. Les nouvelles communes en crise sont : Figueras, qui s'est particulièrement distinguée sous ce rapport ; Manlleu, dont les conseillers municipaux, nommés par le Directoire, ont été révoqués au complet, et Mataró.

**LA DICTATURE AUX ABOIS.** — Le correspondant du New-York Herald à Madrid télégraphiait en date du 9 septembre : « La dictature de Primo de Rivera approche de sa fin. Qu'elle s'écroule dans quelques jours ou dans quelques semaines, le fait certain est que le général ne pourra plus rester longtemps au pouvoir. La révolte des officiers d'artillerie, qui s'est terminée aussi brusquement qu'elle s'était produite, a abouti d'une certaine façon à un succès de Primo de Rivera, mais elle a constitué un nouvel anneau dans la chaîne des événements qui causeront sa perte. En recourant à des mesures radicales pour mater la sédition, le général a soulevé violemment contre lui une nouvelle partie de l'opinion. L'antagonisme croît contre lui dans les milieux militaires, politiques et intellectuels. Mais le fait le plus important est que, dans ces milieux, on sait que le roi est maintenant convaincu que le système de la dictature a atteint son but et qu'il est devenu actuellement une menace dangereuse pour la paix intérieure du pays. C'est lui qui a empêché la situation de devenir grave et qui a obtenu la soumission des artilleurs. Il leur a envoyé un émissaire, qui a promis aux officiers que leur grief serait examiné ultérieurement. Il y a de nombreuses indications au sujet de la séparation croissante du roi et du dictateur. »

**LE RETRAIT DE L'ESPAGNE DE LA S. D. N.** — Le 11 septembre, le secrétaire général de la S. D. N. a reçu la note du gouvernement espagnol donnant le préavis formel que l'Espagne se retirera de la S. D. N. Commentant cette décision, le Journal des Débats du 13 septembre écrit : « Quoique plusieurs délégués fussent avertis par les représentants de leurs pays à Madrid que M. Yanguas attendait seulement la réception de l'Allemagne pour notifier sa retraite, on ne pouvait croire que l'Espagne commettrait la folie d'accomplir sa menace. On lui réservait même son siège au Conseil. Jamais gouvernement ne fut autant prié, supplié, d'éviter une erreur fatale. Pourtant M. Yanguas a expédié le télégramme qui fera désormais tache dans les archives espagnoles. S'il croit faciliter par là le règlement de l'affaire de Tanger, il se trompe grossièrement. Son autorité internationale est tombée à zéro. En vain alléguera-t-il des raisons de politique intérieure. C'est une lourde responsabilité pour un gouvernement de porter une pareille atteinte aux grands intérêts extérieurs de son pays. »

## CHANTAGES ET CHANTAGES

Enfin, nous avons reçu des nouvelles espagnoles. Si la rébellion des officiers d'artillerie contre Primo de Rivera a échoué, il n'en reste pas moins vrai que le premier ministre espagnol se trouve amputé d'une grande partie du prestige dont il se flattait de jouir. Quoi ? Ce général ne représente même pas l'armée ? L'armée ne le suit pas ? L'armée cherche à le vomir ? Et qui diable représente-t-il alors ?

On en est là : on se demande ce que signifie ce gouvernement, qui ne représente rien : qu'un caprice. Dans le même temps, la même Espagne du même Primo de Rivera éprouve le besoin d'amuser l'univers par le petit coup de théâtre enfantin de Genève. Autre paradoxe ! Voilà un pays qui n'aurait jamais dû, en bonne logique, faire partie de la Société des Nations. Il n'est pas démocratique. Il n'est pas pacifique. Aucune des idées mères du Pacte des Nations n'inspire ses maîtres. Et c'est cet enfant toléré, détenteur d'une place usurpée à la table des Nations, qui, scandaleusement, brise son assiette, parce qu'il se trouve mal servi ? Cela se fesse, un enfant, cher Primo.

L'outrecuidance exagérée de Primo lui a déjà valu une semonce papale, à propos de sa petite sortie de Genève. Ainsi, dans le même temps qu'il se rendait insupportable à l'armée, le gouvernement d'Alfonso jugeait bon de se rendre odieux en sa politique extérieure.

Je dis odieux en songeant au chantage si bien conçu : « Tanger, ou je m'en vais ! » Eh bien, va-t'en, nigaud ! Quant à Tanger, je serai tout disposé, pour ma part, à l'abandonner à l'Espagne quand celle-ci, l'ayant demandé poliment, et non sous la menace du chantage, aura prouvé de même qu'elle forme un pays assez grand pour se gouverner seul. Jusqu'ici il n'y paraît pas. On ne lui voit guère commettre que des erreurs. Incapable de diriger des finances que rien n'obère, incapable de diriger sans colère une politique extérieure que nul ne contrarie, incapable de maintenir l'harmonie dans une armée sans emploi, à qui Primo fera-t-il croire qu'il serait capable d'administrer Tanger ? Tanger serait ruiné par l'Espagne en quelques semaines. Cela est certain.

Blasco Ibanez et Unamuno nous avaient prévenus : ce général est une vulgaire fripouille. Ce Primo n'est qu'un maître-chanteur. Considérez, je vous prie, le chantage Tanger comme l'un des moyens personnels du dictateur : on ne vous oblige pas à penser qu'il en ait d'autres. Ce chantage est chez lui une très vieille habitude.

C'est par un chantage que Primo a gardé le pouvoir ; on sait aujourd'hui que le désastre d'Anual (21 juillet 1921) fut le résultat d'une manœuvre télégraphiquement ordonnée par Alphonse XIII. Courageux comme un roi, celui-ci s'est bien gardé d'avouer sa responsabilité. Il a laissé mettre en jugement des généraux innocents pour que son trône ne fût pas ébranlé par les ressentiments populaires.

En 1923, un document accablant, dont notre confrère Jean Luchaire affirme avoir en mains la copie, allait être publié par une commission parlementaire. Ce document établissait la responsabilité du souverain. Primo, qui n'était que capitaine général à Barcelone, s'offrit à le faire disparaître. Son coup d'Etat n'eut pas d'autre origine. La dissolution du parlement seule empêcha la publication redoutée. Et dans ses petits papiers, en sûreté, Primo conserve le document qui lui livre Alfonso pieds et poings liés. Ces jours-ci, on a vu le roi changer d'attitude à la suite d'un nouveau chantage. Tout le monde a compris que si le souverain avait été maître de ses actes, il aurait congédié depuis longtemps le dictateur. Mais le dictateur possède des fiches. Il a de quoi punir le roi. Et il reste.

Il restera tant qu'il voudra. Le jour où il s'en ira, Alphonse XIII sera peut-être bien obligé de disparaître aussi. Voilà pourquoi l'Espagne s'abîme davantage chaque jour dans l'anarchie. Elle est la chose d'un aventurier sans scrupule. Pour égarer l'opinion, on invente des complots. Pour conserver un rang en Europe, on présente d'impossibles revendications et l'on montre des exigences intolérables. Cela durera ce que cela durera...

Cela durera ce que la Catalogne le voudra. Or, il ne faut pas trop compter sur la Catalogne pour refaire une Castille.

F. JEAN-DESTHIEUX.

C'EST LA FIN ?

## Les événements d'Espagne

M. Willien Martin écrit, dans le Journal de Genève du 8 septembre, l'important article que voici et qui nous relève de faire l'histoire des derniers événements espagnols. C'est un article fort exact et précis.

Une dictature ne peut avoir qu'une excuse : l'ordre et la stabilité. Une dictature, assez forte pour se maintenir, mais trop faible pour s'imposer, et dont tous les mécontents escomptent chaque jour la chute joint tous les inconvénients d'un régime parlementaire aux caractères malfaisants de la tyrannie.

Il est difficile de porter un jugement catégorique sur les événements qui se déroulent en Espagne en ce moment. L'optimisme des dépêches de Madrid prouve simplement que le gouvernement est maître du télégraphe. Le pessimisme des informations de Gibraltar, de Cerbère et de Paris prouve que, pour des raisons évidentes, on n'est pas fâché, en Angleterre et en France, des ennuis que assaillent en ce moment le général Primo de Rivera.

Mais s'il est trop tôt pour dire où va le mouvement et quel sera son aboutissement, on distingue assez bien d'où il vient, et quelle est son origine.

On se rappelle qu'à la fin de juin, un complot grave fut découvert dans l'armée espagnole, à la tête duquel se trouvaient les généraux Weyler et Aguilera. Ce complot, qui avait de larges ramifications dans le monde politique et parmi les chefs des anciens partis, échoua pour des raisons fortuites. Les gens qui y avaient été mêlés furent emprisonnés ou s'enfuirent.

Chose curieuse, dans un pareil régime, ces sanctions immédiates ne mirent pas fin à l'agitation. Les prisons dans lesquelles se trouvaient les principaux conjurés ne désemplirent pas d'amis qui venaient les féliciter. Chose plus curieuse encore, cette fronde fit reculer le dictateur. Des amendes furent infligées aux chefs de la conspiration. Mais qu'est-ce qu'une amende à côté des gibets de Smyrne ? Plusieurs personnages importants, comme le D<sup>r</sup> Maranon, furent remis en liberté.

En somme, s'il n'avait pas été renversé, le général Primo de Rivera sortit de cette affaire singulièrement affaibli. Il le sentit lui-même et tira non sans sagesse les leçons de l'événement.

Jusqu'ici, on avait cru qu'un régime militaire, pour durer, devait s'appuyer sur une armée unanime. L'Espagne est en train de démontrer qu'il n'en est rien. La dictature se maintient, non parce qu'elle est soutenue par l'armée, mais précisément parce que l'armée est si profondément divisée

core en opposant les armes les unes aux autres.

Jusqu'ici l'avancement s'est fait au choix dans l'infanterie et la cavalerie et à l'ancienneté dans l'artillerie et le génie. Le choix à l'ancienneté, qui met les officiers à l'abri de l'arbitraire, est considéré par les artilleurs comme un privilège et le dictateur n'avait pas osé y toucher. En détruisant ce privilège d'un trait de plume, en unifiant les conditions d'avancement dans toute l'armée, et en contraignant le roi à ratifier une décision dont il ne voulait pas tout d'abord, le général Primo de Rivera a consciemment heurté les artilleurs. Aussi le mouvement que sa décision a déclenché dans ce corps n'a-t-il pas dû le surprendre.

Le dictateur avait, d'ailleurs, bien choisi son terrain. Ce n'est pas seulement contre lui que l'artillerie s'est soulevée, c'est surtout contre l'infanterie et la cavalerie. Que pouvaient, dès lors, les artilleurs ? On ne fait pas un coup d'Etat avec des canons — et la défense d'un privilège n'est pas une base morale pour une révolution. Ils n'ont eu d'autre ressource que de se laisser désarmer par les fantassins.

En dressant soldats contre soldats, le général a donc obligé une partie de l'armée à le soutenir et il a créé entre tous ces camarades, qui s'efforçaient de s'unir contre lui, des souvenirs qu'hélas on n'oublie pas.

C'est assez dire que les nouvelles de Madrid, si elles ne sont pas certaines sont vraisemblables. La position du roi vis-à-vis de son premier ministre est telle qu'il ne lui aurait pas renouvelé publiquement sa confiance s'il avait pu faire autrement.

Mais le roi, qui est peut-être plus discuté encore dans l'armée et dans le pays que Primo de Rivera, n'est pas plus en mesure que son ministre, et pas plus en mesure que ses ennemis, de faire l'unité de l'armée et de lui trouver un chef qu'elle accepte.

Telle est la chance du gouvernement et le malheur du pays.

Voici ce que nous pouvons ajouter :

Le conflit entre le corps des artilleurs et le gouvernement espagnol, latent depuis le décret royal du 6 juin, qui a modifié les conditions d'avancement, s'est subitement aggravé. Des dépêches transmises aux journaux parisiens, à la date du 5 septembre, ont fait connaître que le Président du Conseil avait par deux décrets déclaré l'état de siège dans toute l'Espagne et destitué tous les officiers d'artillerie sortis des écoles militaires. Une note officieuse du Directoire reconnaissait, en même temps, que des incidents assez graves s'étaient produits en différentes garnisons, notamment à Pampelonne, à Ségovie, à Cadix et à Barcelone.

Tous les officiers supérieurs et tous les professeurs de l'Ecole d'artillerie de Ségovie, qui ont été arrêtés, seront déferés devant un conseil de guerre spécial.

L'état de siège n'a duré que quatre jours et les artilleurs se sont rendus. Mais le conflit subsiste, la division de l'armée est un fait de la plus extrême gravité. Et l'affaire n'est pas finie.

Le fait qu'Alfonso a choisi pour chef de sa maison militaire le général Berenguer, ennemi personnel de Primo de Rivera, est considéré comme une défaite morale du dictateur, lequel aurait l'intention de se rendre à Philadelphie pour visiter l'exposition. C'est une façon comme une autre d'échapper au ridicule. Primo ne cherche qu'à tomber dans une belle posture, comme il sied à celui qui veut être le premier *chulo* de son pays.

Un soi-disant plébiscite a été préparé hâtivement, pour les 11, 12 et 13 courant. Il portait uniquement sur un court manifeste de l'Union patriotique, approuvant le régime établi par Primo. Naturellement, on a usé de tous les moyens pour grossir les listes. On a fait toutes sortes de coactions. On a payé des signatures à tous les prix. Et on a rempli les listes des noms des illettrés qui, en Espagne, sont le 50 % de la population.

Un semblant d'assemblée nationale est convoquée pour les premiers jours d'octobre ; elle comprendra, paraît-il, les anciens sénateurs de droite, les délégués des comités de l'Union patriotique et ceux des corporations officielles, du Conseil de l'Economie nationale, des Chambres de Commerce, des associations ouvrières, etc. Il est à signaler que les représentants attirés de l'Union générale des travailleurs espagnols, après avoir entendu l'ancien député socialiste Indalecio Prieto, a décidé de ne pas accepter aucun poste dans ladite assemblée.

Au sujet du plébiscite, M. Michel Nègre écrit dans le Quotidien :

Selon toute certitude, le gouvernement du Directoire n'a rien négligé pour s'assurer un grand nombre d'électeurs. Les capitaines généraux, les représentants du pouvoir civil, qui sont d'ailleurs le plus souvent — depuis 1923 — des militaires, et les maires, ont été priés par Primo de Rivera de déployer le maximum d'activité, et l'on peut supposer qu'ils n'y auront pas manqué.

Ce plébiscite offre plusieurs caractères spéciaux. D'abord, dans un pays où les droits civils et politiques de la femme sont encore plus contestés qu'ailleurs, le dictateur a fait appel, exceptionnellement, au suffrage féminin. C'est qu'il suppose qu'on lui en saura gré. Ensuite l'âge de 21 ans n'est pas requis comme il est normal. Il suffit de « paraître » 18 ans pour pouvoir apposer sa signature sur un registre. On devine quels abus naîtront de cette pratique. Enfin les adversaires du gouvernement n'avaient aucune opinion à émettre : pour eux, le silence était de rigueur.

Seuls, les admirateurs de Primo de Rivera auront exprimé leurs sentiments. La formule que le chef du Directoire a trouvée est telle qu'il pourra sans difficulté